

20 juillet 1993 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, et Helmut Kohl, chancelier d'Allemagne, sur les relations franco- allemandes et la construction européenne, Bad Schachen le 20 juillet 1993.

LE PRESIDENT.- Quelques mots pour remercier le Chancelier de son accueil dans ce pays mais aussi de l'accueil des Allemands que nous avons rencontrés tout le long du chemin. Vraiment venir en Allemagne et dans ce beau pays c'est un privilège dont je me réjouis. Je tiens donc à vous remercier et à remercier l'ensemble des personnalités allemandes qu'il m'a été donné de rencontrer.

- Quant au contenu de nos conversations dont nous avons l'habitude, car ce rendez-vous s'inscrit dans une longue suite, après beaucoup d'autres, depuis de nombreuses années, il a été, je le crois, aussi utile et simple qu'à l'accoutumée.

- Vous connaissez notre préoccupation majeure, la bonne tenue des relations bilatérales pour la construction européenne, et, c'est ce qui s'est passé aujourd'hui. Dans ce même état d'esprit nous abordons la période qui va commencer : celle de l'après ratification de Maastricht.

- L'Europe vient de traverser des périodes difficiles pour elle en raison de la crise, de la dépression économique et de tous les événements qui se produisent en dehors de la Communauté. Certains diront : "donc, vous voyez l'Europe, ça marche mal ". Nous, nous disons : raison de plus pour que cela marche bien. Cela a constitué l'essentiel de notre conversation étant entendu que nous avons été amenés à parler de choses qui concernent nos deux pays et l'avenir des négociations internationales actuellement engagées. Mais je suis ici l'invité et je vais laisser maintenant le Chancelier demander aux journalistes ici présents de poser les questions qui les intéressent.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, la presse et en particulier la presse allemande a écrit ces derniers jours que "ça grince" dans les relations franco-allemandes, est-ce que vous avez cette impression ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Peut-être que ça grince dans les rédactions, mais dans notre relation, il n'y a pas de grincement ! Permettez-moi de vous dire une chose, je trouve ces propos assez absurdes. Si nous nous serrons dans les bras tous les jours, on nous dit : mais vous rendez tout flou, vous gomez les contours ! Nous nous comportons comme des amis, ouvertement, avec confiance, et puis tout d'un coup il y a quand même un différend sur un sujet ou sur un autre, c'est normal entre amis. C'est une France libre, c'est une Allemagne libre ! Alors, évidemment c'est ennuyeux si ça ne "grince" pas. Et maintenant si votre grand titre c'est "Ca ne grince pas", alors votre rédacteur en chef vous dira "qu'est que vous me ramenez-là " Ce qui ne grince pas n'intéresse personne et malgré tout et malgré cela, cela ne grince pas !

- LE PRESIDENT.- Moi, je dirai simplement à ce sujet que, depuis un peu plus de douze ans que je participe à ces réunions, et le Chancelier depuis un peu plus de onze, chaque fois que nous nous rencontrons en Allemagne ou en France, on dit "Mais, ça grince entre l'Allemagne et la France". Au total, on s'en est bien tiré !

- LE CHANCELIER KOHL.- Les Français sont plus élégants et ne disent pas "ça grince", ils disent : "l'harmonie a disparu", ici on dit : "ça grince". C'est le côté teutonique qui ressort !\

QUESTION.- Avez-vous parlé du GATT ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Nous avons parlé du GATT, justement nous venions d'en parler de manière intensive à Tokyo et je ne peux que répéter ce que j'ai dit à ce sujet à Tokyo. Nous voulons le GATT, les Français le veulent aussi, dans des conditions justes, également pour l'agriculture et nous devons inclure dans le compromis toutes les questions qui sont couvertes par le GATT.

- QUESTION.- Est-ce que vous avez parlé de la politique de taux élevés ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Comme nous ne faisons pas une politique de taux élevés, nous n'en avons pas parlé.

- Il y a une chose que je voudrais dire, c'est que pour nous, il est très important que les pays qui sont membres du SME, le restent. Et je voudrais répéter ce qu'a dit le Gouvernement fédéral et ce qu'a dit la Bundesbank d'ailleurs ces derniers temps, il n'y a pas la moindre justification à ces spéculations contre le Franc. Et nous, les Allemands, dans le cadre de nos responsabilités, nous ferons ce qu'il faut pour bien remplir nos engagements.

- QUESTION.- Quelle a été la teneur de votre conversation chez M. Junger ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Nous avons rendu visite à un grand écrivain, comme nous l'avions déjà fait il y a quelques années. Nous avons été contents de le trouver en bonne santé, mais nous n'avons pas parlé du GATT, ni des taux, mais de littérature. Pour beaucoup d'Allemands, il paraît curieux que les hommes politiques parlent de littérature, eh bien, ils le font quand même.

- QUESTION.- Est-ce que vous avez parlé de la Yougoslavie ? Et est-ce que d'autre part vous avez parlé du fait que la France éventuellement soutiendrait l'Allemagne pour la question de l'élargissement du Conseil de Sécurité à l'ONU ?

- LE CHANCELIER KOHL.- La deuxième question n'a pas été évoquée, et pour ce qui est de la Yougoslavie, nous n'avons fait que répéter, renforcer ou plutôt confirmer la position que nous avons déjà prise à Tokyo et à Copenhague.

- Je vois le Président Autrichien M. Klestil et son ministre des affaires étrangères qui nous rendent visite ! Je voudrais bien dire là, clairement pour nos hôtes français, que cela n'a rien à voir avec le pan-germanisme !

- QUESTION.- Avez-vous évoqué l'anniversaire de l'attentat manqué contre Hitler ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Nous nous sommes entretenus du 20 juillet 1944, c'était il y a 49 ans. Et cela n'est pas une des moindres raisons pour lesquelles j'ai choisi cette date, d'autant plus que la maison de Ernst Junger est également un endroit où Klaus Von Stauffenberg a vécu lui aussi enfant.\